

Le développement est-il encore possible en Afrique ?

Par :

AGBEZOUKIN Djifa Agbélénko

FSJES Ain Chok, Casablanca – Maroc

Résumé:

Le développement de l'Afrique est plus qu'une question d'actualité. C'est une question vitale pour les millions d'habitants que compte le continent. Malgré la bonne volonté qu'affichent les dirigeants du continent pour mettre en place des projets ou programme de développement, force est de constater que la pauvreté s'enracine davantage en Afrique pendant qu'elle recule considérablement sur les autres continents. La cause de ce retard est avant tout politique : les gouvernements, certains illégitimes, ne réussissent pas à intégrer la population aux projets de développement les rendant de ce fait inefficaces. Pour sortir de cette situation et poser les bases du développement, l'Afrique doit renouer avec la démocratie, redonner au peuple leur droit de pouvoir choisir leurs dirigeants. L'Afrique doit donc œuvrer pour arriver à une stabilité sur le plan politique et adopter une approche participative du développement. Sans cela, tous les efforts seront voués à l'échec.

Mots clés : Pauvreté, développement, Afrique, politique, stabilité, légitimité.

Introduction

L'Afrique est le continent le plus riche en termes de dotation en ressources naturelles mais demeure toujours le continent le plus pauvre de la planète sur tous les plans. Selon la Banque Mondiale, en 1990 l'Asie de l'Est représentait la moitié des pauvres, contre quelque 15 % en Afrique subsaharienne. En 2015, la situation se serait pratiquement inversée, l'Afrique subsaharienne concentrant à elle seule la moitié des pauvres du monde, contre environ 12 % en Asie de l'Est. Ainsi, alors que la pauvreté recule sur les autres continents, elle gagne plus de terrain et s'enracine en Afrique. Il s'agit là d'une preuve de l'échec de l'Union Africaine dans la réalisation de l'un de ses objectifs, notamment celui consistant à « promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité humaine en vue de relever le niveau de vie des peuples africains¹ ». C'est aussi l'échec des organisations sous-régionales d'intégration économique, à l'instar de la CEMAC², la CEDEAO³, etc. dans leur rôle de promotion de la croissance et des politiques de réduction de la pauvreté.

Avec une population majoritairement jeune et un sous sol riche, l'Afrique possède des atouts pour prendre part activement au commerce mondial. Toutefois, force est de constater que la part de l'Afrique dans les échanges internationaux reste toujours faible, et ceci malgré les innombrables mesures et politiques visant à améliorer l'environnement des affaires mis en place dans les pays du continent. En parcourant les textes juridiques de l'Union Africaine et des organisations d'intégration économique sous-régionales, on peut en effet considérer que le continent s'est doté d'un cadre juridique et institutionnel idoine pour la réalisation des objectifs de croissance économique et de développement. Quelles peuvent être alors les causes profondes de l'échec de l'Afrique à amorcer sa marche vers une croissance pérenne et un développement qui profite à tous ?

1- Environnement politique instable

Aucune croissance économique ni développement n'est possible dans un environnement politique qui ne peut garantir la sécurité des investissements et des acteurs économiques. Or,

¹ Article 3, alinéa i de l'acte constitutif de l'Union Africaine.

² Préambule du traité de la CEMAC : «...affirmant la nécessité de favoriser le développement économique des États membres grâce à l'harmonisation de leurs législations, à l'unification de leurs marchés intérieurs et à la mise en œuvre de politiques communes dans les secteurs essentiels de leur économie...»

³ Article 3 du traité de la CEDEAO : « ...La communauté vise à promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une Union économique de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les États Membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain...»

le continent africain est en proie à des crises politiques récurrentes ; crises engendrées généralement par les contentieux électoraux entre pouvoirs et oppositions. En effet, plus de 50 ans après leur accession à l'indépendance, la plupart des Etats africains sont toujours en quête de légitimité, vis-à-vis des citoyens d'un côté et vis-à-vis de la communauté internationale de l'autre. Nous sommes encore loin de l'Afrique unie, démocratique et prospère voulue par les grands Hommes qui ont œuvré pour l'accession du continent à la souveraineté, certains l'ayant payé de leur vie.

Les crises politiques récurrentes en Afrique liées principalement aux élections constituent un véritable handicap pour la croissance de son économie et un frein à son développement. En effet, « [a]utoritarisme, instabilité politique, contestation du pouvoir par des minorités armées, tentatives de coups d'Etats caractérisent la vie des Etats africains.⁴ ». En Afrique, les acteurs politiques passent beaucoup plus de temps à tenter de résoudre des contentieux électoraux qu'à œuvrer pour le progrès et le développement économique. Une échéance électorale équivaut à une crise politique potentielle pouvant entraîner le déplacement de populations, la destruction du peu d'infrastructure existant, le repli des activités économiques et par conséquent une aggravation de la pauvreté. Les pays africains sont ainsi pris dans cet engrenage de « crise – résolution de crise – crise – résolution de crise » à cause d'une poignée d'Hommes qui veulent s'accrocher au pouvoir *ad vitam aeternam*, dépouillant la majorité de la population de tous ses droits, même du droit de pouvoir choisir librement ceux qui devront conduire sa destinée pour une période donnée. Bien que la plupart ait opté pour la république comme forme de l'Etat, la tentation d'un pouvoir monarchique caractérisé par une longévité à la tête de l'Etat est encore malheureusement présente en Afrique. Les exemples sont légions sur le continent où plusieurs chefs d'Etat ont apporté des modifications à la constitution de leur pays dans le but de se maintenir au pouvoir entraînant parfois des soulèvements populaires qui sont réprimés dans le sang par une armée partisane. Contrairement à ce qu'a déclaré Barack Obama le 11 juillet 2009⁵ lors de sa visite au Ghana indiquant que « l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais de fortes institutions », force est de constater que les pays africains, dans leur majorité, ont plutôt fait le choix d'avoir « des hommes forts » au lieu « d'institutions fortes », ce qui explique que le culte de la personnalité soit encore largement

⁴ Martin Kuengiinda, *Quelle démocratie pour l'Afrique ? Pouvoir, éthique et gouvernance*. Editions l'Harmattan, 2007, préface.

⁵ Extrait du discours disponible sur internet à l'adresse suivante : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2009/07/13/l-afrique-n-a-pas-besoin-d-hommes-forts-mais-de-fortes-institutions_1218281_3212.html.

répandu sur le continent avec une concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul individu. Le principe de la séparation des pouvoirs est en effet encore loin d'être compris et appliqué en Afrique. Aucun développement, aucun progrès n'est possible dans ces conditions comme le dit si bien Barack Obama : « les gouvernements qui respectent la volonté de leur peuple, qui gouvernent par le consentement et non par la coercition, sont plus prospères, plus stables et plus florissants que ceux qui ne le font pas.⁶ ».

2- Institutions publiques gangrénées par la corruption

L'autorité d'un pays, d'une nation dépend de la force de ses institutions et celles-ci doivent avoir une certaine légitimité aux yeux des citoyens. Sans cette légitimité, définie comme « la qualité d'un pouvoir d'être conforme aux aspirations des gouvernés (notamment sur son origine et sa forme), ce qui lui vaut l'assentiment général et l'obéissance spontanée ⁷ », elles seront « incapables, (...) d'obtenir le respect des règles qu'elles émettent...⁸ ».

Dans les pays africains, les administrations et les institutions publiques ont tendance à s'inféoder au pouvoir en place, oubliant et délaissant leur rôle de moteur de la vie publique. En effet, en Afrique, principalement au sud du Sahara, il règne encore une certaine opacité et un clientélisme politique dans le recrutement des fonctionnaires publics. Une personne sympathisant du parti politique détenant le pouvoir a plus de chance d'être recruté dans une administration qu'une personne n'ayant aucun lien avec le parti concerné, même si elle possède plus de qualifications. On se retrouve alors avec des individus occupant des fonctions pour lesquelles ils n'ont pas les compétences requises et qui, pour pouvoir conserver leur place n'ont d'autres choix que de se plier aux desiderata de celui à travers qui ils ont obtenu le poste. S'en suit naturellement un dilettantisme dans la gestion des affaires publiques et un trafic d'influence pour ceux qui occupent un poste à responsabilité. En Afrique, les institutions publiques ne bénéficient presque d'aucune confiance des gouvernés car elles servent plus les intérêts d'une minorité bourgeoise au détriment de la majorité sans ressources et opprimée. En effet, les problèmes de gouvernance en Afrique « comprennent un paradigme autoritaire/patrimonial prédominant, y compris des violations des droits de l'homme, (...) la

⁶ Idem.

⁷ Lexique des termes juridiques, Dalloz, 23^e édition.

⁸ Martin Kuengienda, Quelle démocratie pour l'Afrique ? Pouvoir, éthique et gouvernance. Editions l'Harmattan, 2007, ibid.

corruption et le mauvais usage des ressources de l'État, la détérioration du domaine public...⁹».

La corruption est sans aucun doute un réel problème pour la gouvernance et le développement en Afrique. Elle mine la capacité de fournir des services de façon efficace, d'assurer la sécurité et de maintenir la paix, l'ordre et la stabilité sociale, «les domaines du public et du privé tendent informellement à se confondre. L'Etat est, en quelque sorte, privatisé à leur profit, par ceux-là mêmes qui y détiennent une position d'autorité, d'abord au sommet de l'Etat, mais aussi à tous les niveaux de la pyramide étatique. Le dirigeant politique se comporte en chef patrimonial, c'est-à-dire en véritable propriétaire de son royaume. C'est pourquoi le pouvoir et la richesse tendent à se confondre et la possession du pouvoir politique ouvre la voie à l'accumulation économique¹⁰». De la même manière qu'un environnement politique instable ne peut favoriser une croissance économique, la corruption constitue un véritable fléau et un obstacle au développement des activités économiques.

3- Faible adhésion de la population aux projets de développement

La conséquence directe de la corruption dans les institutions publiques est qu'elles perdent leur crédibilité aux yeux des gouvernés. Cette perte de crédibilité entraîne à son tour un désintéressement total de la population des questions publiques. Or, aucun projet de développement, aucune politique publique ne peut être efficace et donner les résultats escomptés s'ils n'ont pas l'adhésion des personnes concernées directement. En effet, tous les projets conçus sans concertation préalable avec la population pour identifier ses besoins réels sont souvent soldés par un échec. C'est bien là l'erreur que commet habituellement les gouvernements des pays africains qui établissent des programmes de société ou projets de développement d'une localité sans avoir pris le temps de se rapprocher des habitants de la localité concernée. Un projet auquel la population bénéficiaire n'adhère pas est un projet voué à l'échec, une perte de ressources financières pour l'Etat déjà en manque de moyens.

⁹ Robert Cameron, « L'administration publique en Afrique. Introduction », Revue Internationale des Sciences Administratives 2010/4 (Vol. 76), p. 637-643. DOI 10.3917/risa.764.0637.

¹⁰ Transparency International, Combattre la corruption, enjeux et perspectives, éditions Karthala, 2002.

Conclusion

Les Hommes passent, mais les institutions restent. Même si la tendance actuelle des choses peut nous pousser au pessimisme, le développement est bel et bien possible en Afrique car le sous-développement n'est pas une fatalité. Il faut néanmoins pour cela opérer de grands changements dans la manière de gérer la chose publique. La stabilité politique est une condition non négociable si l'on veut attirer des investisseurs. En effet, aucune personne ne voudrait investir dans un pays à l'avenir incertain, dans un pays où le risque d'implosion est quasi permanent. La stabilité politique en Afrique passe sans concession par le respect de la volonté des populations. Il faudra qu'elles soient en mesure de choisir librement ceux qui doivent les diriger, droit qui jusqu'à maintenant leur est volé. Une fois que ce pas est franchi, la confiance renaîtra, et gouvernants et gouvernés peuvent se mettre ensemble au travail pour la construction de la nation. Le développement nécessite en effet la participation de tous les acteurs des sociétés africaines. Que se soit au niveau national ou régional, les politiques doivent être orientées vers le développement participatif car, « [l]a participation des populations à tous les niveaux du cycle du projet est une démarche nécessaire aujourd'hui pour un succès du travail social de développement¹¹ ».

Références bibliographiques :

- Acte constitutif de l'Union Africaine
- Karl Blanchet, « Le développement participatif, entre souhaits et réalité », Revue internationale des sciences sociales 2001/4 (n°170), p. 697-702. DOI 10.3917/riss.170.0697.
- Le Monde.fr, édition Afrique, Principaux extraits du discours prononcé par Barack Obama, samedi 11 juillet, au Ghana, 13 juillet 2009.
- Martin Kuengienda, Quelle démocratie pour l'Afrique ? Pouvoir, éthique et gouvernance. Editions l'Harmattan, 2007, préface.
- Robert Cameron, « L'administration publique en Afrique. Introduction », Revue Internationale des Sciences Administratives 2010/4 (Vol.76), p. 637-643. DOI 10.3917/risa.764.0637.

¹¹ Karl Blanchet, « Le développement participatif, entre souhaits et réalité », Revue internationale des sciences sociales 2001/4 (n° 170), p. 697-702. DOI 10.3917/riss.170.0697.

- Transparency International, Combattre la corruption, enjeux et perspectives, éditions Karthala, 2002.
- Traité instituant la CEMAC
- Traité révisé de la CEDEAO